

Conférence

## L'audit social au service d'une GRH responsable

par Dr Brahim TEMSAMANI

professeur-consultant-coach

Au cours d'une conférence internationale organisée à Tanger dans la soirée de mardi dernier par l'AGEF, en partenariat avec l'Institut International de l'audit social sur le thème d'actualité « L'audit social au service d'une GRH responsable », quatre intervenants ont amplement développé le sujet en présence d'une nombreuse assistance.

Il s'agit de Jean-Marie Peretti : professeur à l'ESSEC et à l'IAE de Corte, consultant en GRH, auditeur social et président de l'IAS ; Chafik Bentaleb : professeur-consultant en GRH à l'université Cadi Ayyad à Marrakech et à l'académie de management ; Dalila Hawari : ex-DRH, consultante-auditrice sociale et experte en, et Najat Lailai : DRH, past-présidente de l'AGEF Chamal et coach certifiée.

Nous optons pour l'intervention du Pr Peretti dont nous rapportons ci-après le contenu condensé.



Pr Jean-Marie Peretti

Après avoir défini la notion de l'audit social et analysé son évolution historique, le Pr Peretti est revenu sur la structure de base, affirmant que la définition de l'audit social a évolué rapidement, depuis l'apparition du terme dans les années 1970, pour répondre aux nouvelles attentes dans un contexte en transformation.

« Dans les années 1980, l'IAS retenait pour définition : « L'Audit Social est l'examen professionnel des relations entre l'entreprise et ses salariés reposant sur des référentiels pour émettre une opinion sur les écarts constatés et formuler des recommandations pour les réduire », a indiqué le conférencier, expliquant que cette définition a évolué et l'Audit Social s'est transformé pour s'adapter au contexte se résumant en dix points essentiels.

Le terrain s'est élargi au fil du temps aux relations de l'organisation avec toutes ses parties prenantes et non les seules parties prenantes internes, salariés, managers, représentant du personnel. L'audit social englobe aujourd'hui le champ de la responsabilité sociale, sociale et environnementale ; les missions confiées à l'auditeur social recouvrent un champ très large, ce qui conduit l'Auditeur à se spécialiser.

Les données disponibles pour réaliser les observations et les constats se sont accrues avec en particulier le développement des connexions.

La collecte des données est facilitée : Premiers audits de climat social avec 500 questionnaires papiers à saisir ; Des données individuelles disponibles doublent tous les ans avec les connexions ; Des SIRH et des Réseaux Sociaux internes toujours plus riches en information. Deux conséquences de ce BIG DATA : Limites éthiques avec la protection des données personnelles ; La nécessité d'utiliser de nou-

velles méthodes de traitements des données.

Les méthodes de traitement des données recueillies ont également progressé. L'Intelligence artificielle devient un outil au service de l'audit social (ce fut le thème de l'université de printemps à Genève en mai dernier). Les référentiels sont de plus en plus nombreux, divers et évolutifs : De nouveaux référentiels légaux et réglementaires sont publiés chaque année (le RGPD, l'Index salarial...) ; De nouvelles normes internationales. Les personnes qui suivent les news de la normalisation « Bulletin de veille normative à l'attention des membres de l'IA » de Michel Jonquière sur le site de l'IAS, peuvent découvrir régulièrement les normes nouvelles dans le domaine de la gestion des ressources humaines, du développement durable et de la responsabilité sociale et dans les domaines connexes (éthique, gouvernance, santé & sécurité au travail...) ; Des chartes et codes sont adoptés dans les entreprises ; Les exigences de certaines parties prenantes qui imposent de nouvelles normes.

La dimension verticale de l'audit social s'est renforcée à quatre niveaux avec un souci de cohérence : Les principes définis en chartes, codes et aujourd'hui « raison d'être » ; Les politiques avec les orientations, les objectifs de plus en plus fréquemment mesurables et chiffrés ; Traduire les politiques en objectifs mesurables et choisir les indicateurs pertinents et les chiffrer. Les process qui permettront de mettre en œuvre les politiques ; Les résultats mesurables qui seront comparés aux objectifs. (L'auditeur permet de vérifier ce qui a été réalisé par rapport à ce que l'on s'est engagé à faire) ; L'exigence croissante de transparence et donc vérification externe dans les activités de Reporting.

Ainsi en France un tiers in-

dépendant doit procéder à des vérifications et certifier les données sociales, sociétales et environnementales publiées dans les rapports annuels et les DDR ; Mais les entreprises indiquent également dans leur rapport un recours croissant à des auditeurs externes dans de multiples domaines du champ couvert.

Garantir la confiance dans les informations données est une des missions de l'auditeur ; Enfin l'Audit Social se développe dans tout type d'organisation autre que les entreprises ; Ainsi la 37<sup>ème</sup> Université d'été 2020 qui se déroulera à Aix au sein de l'ISMP abordera les spécificités des audits dans les fonctions publiques hospitalière, territoriale et d'Etat.

La Demande d'audit s'accroît et se diversifie : Grande diversité des missions d'audit : Conformité ; Efficacité ; Stratégique ; Diversité des commanditaires ; Clients (notamment B to B) ; DG, DRH... ; Conseil d'administration (exemple : les plans de succession, les plans de rémunération) ; Les partenaires sociaux ; Les investisseurs ; Les ONG ; Les médias...

Un besoin croissant d'expertise et le besoin de mobiliser des compétences spécialisées et transverses : Le besoin d'audit social et d'auditeurs qualifiés pour les réaliser s'est accru ces dernières années pour plusieurs raisons... ; Le champ à auditer s'est élargi, les méthodes et les outils ont évolué.

L'accélération des transformations impose un recours croissant à l'audit social pendant toute la mission d'audit, c'est-à-dire en amont, pendant et en aval. Finalement, force est de remarquer que l'audit social et de la RSE se renouvelle et se professionnalise de plus en plus pour aider les organisations, de toute nature, à relever les défis de leurs transformations.